

Veille Coronavirus du SER de Londres

24 septembre 2020 – 1 octobre 2020

Résumé : 1/ Possible chute du taux de reproduction du SARS-CoV2 ; 2/ Le retour des comportements d'achats compulsifs laisse penser que le risque d'un possible reconfinement est bien présent dans les esprits ; 3/ La croissance au T2 a été revue à la hausse, s'établissant à - 19,8 % contre l'estimation initiale de - 20,4 % ; 4/ Le déficit budgétaire a atteint 174 Md£ en cinq mois, excédant le niveau observé sur l'année 2009-10 ; 5/ Selon une analyse de la Banque d'Angleterre (BoE), les risques de défaut sur les prêts non sécurisés seraient accrus en raison de la crise

1. Évolution épidémiologique

Au 1^{er} octobre à 16h00, 22 468 246 tests ont été effectués, dont 255 219 le 1^{er} octobre. 460 178 se sont révélés positifs, dont 6 914 le 1^{er} octobre.

Au 1^{er} octobre, 42 2020 personnes testées positives pour le SARS-CoV2 sont décédées, dont 59 le 1^{er} octobre.

Possible chute du taux de reproduction du SARS-CoV2 – Selon une équipe de chercheurs du Imperial College of London, le taux de reproduction (Rt) du virus pourrait avoir baissé entre le 19 et le 26 septembre dernier, passant de 1,7 à 1,1. Cette chute du Rt pourrait être attribuée à la mise en place mi-septembre de la « *rule of six* » par le gouvernement britannique, en vertu de laquelle les rassemblements de plus de 6 personnes sont en principe interdits. Toutefois, d'autres spécialistes, notamment de l'université de Bristol, estiment que les résultats de l'équipe de scientifiques londoniens sont inexacts, et ajoutent que le Rt se situerait actuellement autour de 1,4. Lors d'une conférence de mercredi 30 septembre à laquelle le Premier ministre participait, le *chief scientific advisor* du gouvernement, Sir Patrick Vallance, a indiqué que la circulation du virus « n'était pas sous contrôle pour le moment ». Boris Johnson a pour sa part indiqué qu'il « n'hésiterait pas à imposer » des mesures de plus strictes. En outre, il convient de noter que plusieurs localités font déjà l'objet de mesures de restrictions plus strictes que celles en vigueur à l'échelle du pays. Des mesures de confinements sont d'ores et déjà appliquées au Pays de Galle pour les villes de Swansea, Cardiff et Llanelli, et les villes de Middleborough et de Manchester devraient également faire l'objet d'un traitement semblable.

Le retour des comportements d'achats compulsifs laisse penser que le risque d'un possible reconfinement est bien présent dans les esprits – En réponse à des comportements frénétiques d'achat observés, rappelant les ruptures de stocks du printemps dernier, les opérateurs de la grande distribution ont appelé les consommateurs à faire preuve de modération et certaines enseignes ont d'ores et déjà imposé des quotas sur certains produits. Selon un sondage YouGov, les consommateurs craignent que des denrées alimentaires fraîches ne soient plus disponibles dans l'hypothèse d'un reconfinement. Moins de la moitié (48 %) des adultes interrogés serait convaincus que le système alimentaire et agricole britannique soit prêt pour une deuxième vague de Covid-19.

2. Mesures nouvelles

./.

3. Impact économique et financier

La croissance au T2 a été revue à la hausse, s'établissant à - 19,8 % contre l'estimation initiale de - 20,4 % – Après une contraction de 2,5 % au T1, la chute de l'activité au T2 porte l'acquis de croissance à -14,8 % en juin. La contraction de la consommation des ménages a été la principale contributrice à la perte d'activité (- 23,6 %), suivie par la baisse de la formation brute de capital fixe (- 21,6 %) et des dépenses gouvernementales (- 14,6 %). Bien qu'un rebond de consommation ait été observé au début du troisième trimestre, le faible niveau de confiance des ménages accentué par la seconde vague pandémique et les perspectives négatives sur l'emploi devrait soutenir un taux d'épargne supérieur à son niveau pré-pandémie. De fait, le taux d'épargne des ménages ressort à 29,1 % au T2 contre 9,6 % au T1, un nouveau record.

Le déficit budgétaire a atteint 174 Md£ en cinq mois, excédant le niveau observé sur l'année 2009-10 – L'emprunt du gouvernement s'est établi à 35,9 Md£ en août, en forte hausse par rapport à juillet (15,4 Md£). La hausse des dépenses du gouvernement en août est associée au dispositif *Eat Out to Help Out* (0,5 Md£), au déboursement des subventions pour les travailleurs indépendants (4,7 Md£) ainsi qu'à

la baisse de la TVA pour le secteur de l'hospitalité (3,7 Md£ de perte de recettes estimées). Les recettes du gouvernement sur la période avril-août ont diminué de 26 % en glissement annuel, le report du paiement de la TVA du T2 à 2021-22 ayant été le principal contributeur à cette baisse. La dette du gouvernement s'est établie à 101,9 % du PIB en août, une augmentation de 21,8 % en glissement trimestriel.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Selon une analyse de la Banque d'Angleterre (BoE), les risques de défaut sur les prêts non sécurisés seraient accrus en raison de la crise – D'une part, les ménages à faible revenu, dont les ressources sont mises sous pression par la récession, sont les plus susceptibles de détenir une part proportionnellement plus importante de dettes non garanties (prêts à la consommation, facilité de découvert notamment) et de consacrer une part significative de leur revenu pour les rembourser. D'autre part, une hausse du chômage est historiquement corrélée à une augmentation des pertes sur les dettes non garanties. Enfin, les ménages ont tendance à consacrer prioritairement une part plus importante de leurs revenus au remboursement d'un crédit hypothécaire, quitte à accumuler des impayés sur des créances non sécurisées. Ce potentiel de pertes importantes a donc des conséquences sur la résilience du secteur bancaire britannique. Toutefois, le *Financial Policy Committee* a jugé en août que les principales banques et sociétés de crédit immobilier du RU étaient capables de résister à un très large éventail de situations possibles, parmi lesquels figuraient des scénarios où le chômage atteint environ 15 % et où les pertes totales sur les dettes non garanties dépassent les 30 Md£.

La *Financial Conduct Authority* prolonge et ajuste ses mesures de soutien aux utilisateurs de crédit à la consommation et de découvert – Dans le cadre des nouvelles lignes directrices entrant en vigueur le 2 octobre, dans le prolongement des orientations de juillet, les établissements financiers devront continuer à proposer, au cas par cas, un ensemble de mesures de soutien à leurs clients en difficulté en raison de la crise de la Covid-19. Ceci inclut, par exemple, la mise en place de mesures de moratoire ou d'étalement des échéances. Enfin, la FCA s'attend à que les établissements financiers empêchent, une fois agréé un plan de remboursement, la dégradation financière de ces clients en suspendant, réduisant ou annulant tout intérêt, frais ou charges nécessaires à cette fin. Ces lignes directrices seront examinées dans les six mois suivant leur entrée en vigueur.